

Résolution présentée par la délégation de la Jamaïque

Thème Droits politiques et sociaux

Concerne La dette coloniale imposée par les pays colonisateurs

L'Assemblée Générale,

Outrée par les taux stupéfiants des dettes que les pays du sud doivent payer en échange de leur indépendance,

Soulignant que les pays colonisateurs ont emprunté un montant élevé d'argent pour pouvoir s'installer dans les pays du Sud et les coloniser et ont ensuite légué cette dette aux pays lors de leur indépendance,

Observant que la totalité des pays colonisés ont commencé leur émancipation en tant que pays indépendant avec une économie peu développée et sévèrement endetté comme par exemple la Jamaïque avec environ 80 millions de dollars à payer, Haïti avec plus de 150 millions de dollars, le Congo avec 120 millions de dollars, et la Mauritanie avec 65 millions,

Rappelle que Thomas Sankara a porté fièrement sa voix pour défendre cette cause lors d'un discours, en 1984, mais a malheureusement été assassiné quelques années plus tard avant de pouvoir agir, qu'un mouvement de *Nouvel ordre économique international* est né en 1960 pour lutter pour le développement des pays colonisés, avant d'être mis à mal par certaines crises financières,

Précisent que cette dette entraîne une instabilité économique des pays, ces derniers de ce fait ne développent pas une économie suffisamment indépendante et indigène dans la mesure où cette charge provoque également des effets néfastes sur le peuple qui favorisent notamment l'accroissement de la criminalité ainsi qu'une exploitation de la population,

Alléguant que la dette prescrite à l'Afrique et sur l'ensemble de la région sud-américaine pose des problèmes éthiques du fait des massacres perpétrés à l'égard de la population locale,

Décide

- de contraindre les créanciers à annuler cette dette afin de permettre non seulement la stabilité économique des pays mais également leur émancipation;
- d'obtenir en échange de cette injustice qui a duré des décennies, un pourcentage favorable de 10% concernant les échanges commerciaux;
- qu'une aide financière de 300 millions de dollars, s'étendant sur 5 ans, pour le développement social et politique, avec des buts à atteindre dans le secteur médical ainsi que dans le secteur de l'instruction, est nécessaire pour éviter que la jeunesse sombre dans la criminalité;

Le texte français fait foi